

REICHSTETT Reconversion de la raffinerie « Dix fois plus d'emplois à terme »

Quelques semaines après le lancement officiel du chantier, Jean-Michel Baylet, ministre de l'Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, a visité hier le site de l'écoparc rhénan.



Robert Herrmann, président de l'Eurométropole de Strasbourg et le ministre Jean-Michel Baylet. PHOTO MICHEL FRISON

« Remarquable. Vous multipliez par dix le nombre des emplois. » En visite hier dans le Bas-Rhin, Jean-Michel Baylet a félicité les acteurs de la reconversion de l'ancienne raffinerie de Reichstett en écoparc innovant, une opération soutenue financièrement par l'État, via une convention avec l'Ademe à hauteur de 3 millions d'euros et le pacte Eurométropole/État signé en juillet dernier. Quelque 2 500 emplois sont attendus à l'horizon 2020 sur ce site de 80 hectares, dont l'aménagement a été rendu

possible suite à un partenariat fort entre les collectivités locales (EMS et Région Grand est), l'État et l'industriel français Brownfields. Celui-ci investit 30 millions d'euros pour dépolluer, dépolluer et aménager les lots destinés à accueillir des entreprises. Parmi les premiers futurs occupants, Fonroche va y construire une centrale géothermique.

V.B.

FERRETTE Aménagement du territoire Un site scolaire et périscolaire à l'ex caserne Robelin

Un site scolaire et périscolaire intercommunal verra le jour dans l'enceinte de l'ex caserne de gendarmes mobiles Robelin de Ferrette, dans le Jura alsacien, située sur les hauteurs de la commune. Le syndicat scolaire du Jura alsacien (Sisja), présidé par Grégory Kugler, maire de Winkel, qui regroupe sept communes au total, a choisi le projet du cabinet d'architectes Crupi, de Colmar, en raison de son intégration paysagère et de sa fonctionnalité. 250 élèves pourront être accueillis sur le site dont l'ouverture est prévue en 2019. Le projet est évalué à un peu plus de 4 millions d'euros hors taxes et sera implanté sur l'ancienne place d'armes. Les immeubles de la caserne Robelin datant des années 30 seront détruits par la commune de Ferrette. Seule est conservée la salle des fêtes que la commune veut transformer en espace « plurivalent ».

Cernant la caserne Moreigne, datant de la fin des années 80, à l'autre extrémité de Ferrette, plus récente et qui abrite le centre d'accueil de demandeurs d'asile d'Adoma, la commune souhaite y acquérir deux grands hangars

ainsi que l'ancien garage et atelier technique de l'escadron et enfin le poste administratif et de garde pour en faire des ateliers communaux, un dépôt de sapeurs-pompiers, des locaux de stockage ainsi qu'un bureau d'accueil de permanences sociales du Département. Des tractations sont en cours avec l'État et une convention d'occupation précaire et temporaire pour les deux hangars existe déjà.

Vote pointé du doigt

À noter que le conseil régional a accordé la semaine dernière une aide de près de 360 000 euros pour l'acquisition, la démolition et la réhabilitation des deux casernes Robelin et Moreigne de Ferrette. Seul le groupe FN a voté contre, au grand dam du conseiller régional sundgauvien Laurent Wendlinger. Christian Zimmermann, élu FN, originaire du Sundgau lui aussi, explique que « l'aménagement de la caserne Moreigne favorise l'arrivée de nouveaux migrants ». Même si les projets de la commune de Ferrette à Moreigne n'ont strictement rien à voir.

N.B.-G.

QUALITÉ DE L'AIR Abandon de la taxe poids lourds Alsace Nature réclame 27 800€ à l'État pour préjudice moral

Parce qu'Alsace Nature a pour mission de défendre la protection de l'environnement, dont la qualité de l'air, elle demande réparation du préjudice causé par l'abandon de l'écotaxe.

Légalement, la taxe poids lourds est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Le texte de loi donnait jusqu'au 31 décembre 2015 au plus tard aux ministres du budget et des transports pour prendre les arrêtés d'application. Ceux-ci, on le sait, n'ont jamais été signés et les portiques mis en place pour calculer la redevance ont même été démontés. Les dispositions législatives en revanche n'ont pas été abrogées « et le défaut de mise en application de ces dernières par le gouvernement que vous dirigez constitue une faute de nature à engager la responsabilité de l'État en raison du préjudice causé » écrit Daniel Reininger,

président d'Alsace Nature, au Premier ministre, Manuel Valls. Alsace Nature ayant mission de défendre l'environnement et la qualité de l'air, l'absence de mise en œuvre de la taxe cause « à notre association un indéniable préjudice moral » poursuit le président en demandant réparation à hauteur de 27 800 € (100 € par jour de retard). Ce coup de bluff intervient dans le contexte particulier du GCO, projet qu'Alsace Nature combat avec vigueur notamment parce qu'une « nouvelle autoroute dans la plaine d'Alsace aggravera encore la pollution atmosphérique ». L'association alsacienne rappellera aujourd'hui, à l'occasion du colloque européen sur la qualité de l'air qui se tient à Strasbourg, que la mise en œuvre de la taxe poids lourds aurait contribué à réduire de manière significative la pollution atmosphérique.

S.W.

LE CARNET

► **LÉGION D'HONNEUR.** Emmanuel Macron a remis, à Paris, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à l'Alsacien Jean-Philippe

André, président du directoire de Haribo France et Italie, ancien dirigeant des brasseries Kronenbourg et de Danone internationale.

POLITIQUE Primaire de la droite

Sarkozy veut une primaire de la loyauté

Nicolas Sarkozy, à Reichstett, a réclamé la liberté de refuser « les débats interdits » et ironisé sur l'appel aux électeurs de gauche dans la primaire de la droite.

« Dans la vie, il y a des gens qui me disent « Je t'aime » et qui soutiennent quelqu'un d'autre. Et puis il y a ceux qui le disent et me soutiennent. J'apprécie ceux qui sont entiers et n'ont pas deux langages. » Nicolas Sarkozy, hier soir à Reichstett, a salué l'Alsace, qui a « une identité ». « Nous avons reçu la France de nos parents et de nos grands-parents et nous voulons la transmettre à nos enfants et à nos petits-enfants », a-t-il lancé.

« Je n'ai pas menti en 2012 ! »



Nicolas Sarkozy à son arrivée au centre sportif de Reichstett, où il a parlé devant environ un millier de personnes. PHOTO DNA - CÉDRIC JOUBERT

L'ancien président de la République s'est indigné de ceux qui voudraient « voler le débat de la primaire ». « Je veux qu'on puisse dire qu'il y a un immense problème de maîtrise de l'immigration et de Schengen qui s'est effondré sans être suspecté de xénophobie », a-t-il déploré. « Je veux pouvoir dénoncer l'assistanat qui a gagné notre modèle social sans être décrit comme un affreux

ultralibéral ». « Je n'ai pas menti en 2012, j'ai dit la vérité [...] On ne construit rien sur le mensonge ; la primaire de la droite et du centre doit être celle de la vérité. » Offensif, il a attaqué Jean-François Copé et François Fillon et, sans le nommer, Alain Juppé sur son attitude face aux électeurs de gauche qui pourraient se déplacer pour la primaire.

Puis il a énuméré les grands principes de la « véritable alternance » : l'autorité de l'État, le refus du communautarisme, le renforcement de l'arsenal pénal. Il a notamment suggéré un « malus » progressif de peine pour les multirécidivistes et un « service militaire obligatoire » pour les jeunes désœuvrés ou les « décrocheurs ».

« L'ancien et le prochain président »

« Européen convaincu », a-t-il affirmé, Nicolas Sarkozy a plaidé pour « le partenariat franco-allemand » qu'il « se refuse à rompre ». « Le lendemain même de l'alternance, je partirai à Berlin proposer un nouveau traité : je veux un nouveau Schengen, une organisation de l'Europe de l'euro avec un président qui ne

peut être qu'un Français ou un Allemand ! »

En ouverture, Georges Schuler, maire (LR) de Reichstett et conseiller régional, avait insisté : « Nous sommes fiers d'accueillir l'ancien président de la République, mais aussi – j'en suis persuadé – le prochain président de la République ! » Le député (LR) de la circonscription, André Schneider, a rappelé leur première rencontre, en 1975 à Nice, et le souvenir d'un « orateur brillant ». Des huées (brèves) ont accueilli Philippe Richert, ensuite applaudi. Le président (LR) du conseil régional du Grand Est a redit combien, à ses yeux, Nicolas Sarkozy était « le mieux placé pour demain, après cinq ans de divagation, tenir le cap pour la France et les Français ». ■

JACQUES FORTIER

HISTOIRE Seconde Guerre mondiale

Résistance en Alsace : une exposition après le DVD

L'association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens (AERIA) prépare une exposition itinérante. Première étape : la Maison de la Région mi-novembre à Strasbourg.

MERCREDI 5 OCTOBRE, à l'Hôtel de ville de Paris, Gilles-Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance, présidera une présentation officielle du DVD « La Résistance des Alsaciens ». Une consécration pour l'association pour des études sur la Résistance intérieure en Alsace qui a produit cette encyclopédie multimédia, fruit de trois ans de travail de l'historien Eric le Normand. « Sur les 3 000 exemplaires, 460 ont été livrés aux adhérents et souscripteurs, 400 à l'association nationale, 325 aux collectivités territoriales pour les établissements sco-

laire, 215 à des municipalités », calcule Mireille Hinccker, trésorière de l'association. La diffusion continue : « Nous avons eu par exemple un article dans *La Montagne* (Clermont-Ferrand) et, tout de suite, de nombreuses commandes : il est vrai que la mémoire de la rafle de Clermont est très présente là-bas ».

Une trentaine de panneaux thématiques

C'est à l'étape suivante que se consacre désormais l'AERIA : des conférences et une exposition itinérante à partir du matériel d'archives réuni pour le DVD. « Elle sera composée d'une trentaine de panneaux thématiques », précise Marie Goerg-Lieby, présidente de l'association. « La Maison de la Région l'accueillera du 14 au 30 novembre », indique-t-elle.

L'AERIA entend en effet populariser la mine de renseignements historiques qu'a ainsi révélée son DVD. Parallèlement, elle entend aussi mener une démarche pour que ne se perdent pas les lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Alsace et de la Résistance alsacienne. C'est ainsi qu'elle plaide pour qu'une stèle ou une signalétique indique l'emplacement de l'ancien camp de Schirmeck-La Broque, actuellement indécélable.

De même, elle entend qu'à Strasbourg une station de tramway, à défaut une rue, prenne le nom d'Alphonse Adam (1918-1943), fusillé avec cinq camarades du Front de la Jeunesse alsacienne. Elle a déposé une demande en ce sens auprès de la commission de dénomination des rues (*). Alain Fontanel, premier adjoint au maire, vient de répondre à l'association

que la demande allait être transmise, mais que la liste des noms en attente était déjà fort longue.

Où est passée la rue de Ballersdorf ?

L'AERIA s'étonne aussi que la rue de Ballersdorf, dans le quartier de Strasbourg-Neuhof, ait disparu lors de la restructuration du quartier. Elle portait ce nom en mémoire du « groupe de Ballersdorf », un village du Sundgau d'où 19 jeunes réfractaires à l'incorporation de force n'avaient pu s'échapper : 18 ont été fusillés en février 1943. « Pourquoi ne pas redonner ce nom à une rue dans un autre quartier de Strasbourg », suggère l'association à la municipalité. ■

JACQUES FORTIER

► (*) Une rue Alphonse-Adam existe à Schiltigheim, ville de naissance du résistant.